



COMPTE RENDU DU FORUM DE HAUT NIVEAU SUR L'ÉNERGIE DE LA CEDEAO-GFSE-FEM-ONUDI VERS UN ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS EN AFRIQUE DE L'OUEST: « BALISER LE CHEMIN D'UN ACCÈS DURABLE AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES DANS TOUTE L'AFRIQUE DE L'OUEST PAR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE »: 29 AU 31 OCTOBRE 2012

Le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREEC) de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Forum global pour les énergies renouvelables (GFSE), et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont organisé ce Forum de haut niveau sur l'énergie vers un accès à l'énergie durable pour tous en Afrique de l'Ouest, sous le thème « Baliser le chemin d'un accès durable aux services énergétiques dans toute l'Afrique de l'Ouest par les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique » du 29 au 31 octobre 2012, à Accra, au Ghana. L'événement était accueilli par le Gouvernement du Ghana dans le cadre de l'Initiative des Nations Unies Énergie renouvelable pour tous (SE4ALL), qui vise, d'ici 2030, à: assurer un accès universel aux services énergétiques modernes; multiplier par deux la part des énergies renouvelables dans le paquet énergétique global; et doubler le niveau global de progrès en termes d'efficacité énergétique.

Le Forum a réuni 323 participants, y compris des ministres de l'énergie et de l'environnement, des dirigeants d'organisations internationales, des diplomates, et d'autres acteurs de haut niveau, pour faciliter la mise en place d'un cadre régional de mise en œuvre de l'initiative SE4ALL dans la région couverte par la CEDEAO. Les principaux résultats de la réunion comprennent l'adoption par les ministres de l'énergie de la CEDEAO de résolutions sur: la politique de la CEDEAO en matière d'énergie renouvelable, la politique de la CEDEAO en matière d'efficacité énergétique; le Programme de la CEDEAO sur la petite hydroélectricité; et le Cadre stratégique de la CEDEAO en matière de bioénergie.

BREF HISTORIQUE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE

Les énergies renouvelables sont de plus en plus reconnues comme l'une des exigences primordiales non seulement pour faire face aux changements climatiques, mais aussi pour le développement durable en général, et sont notamment



Musiciens ghanéens accueillant les participants.

perçues comme une occasion pour les pays en développement d'adopter une approche de l'approvisionnement énergétique plus décentralisée et plus verte que celle des pays industrialisés. Avec environ 1,6 milliard de personnes n'ayant pas encore accès à des services énergétiques modernes au niveau mondial, les options décentralisées rendues disponibles par les énergies renouvelables pourraient avoir rapidement, et de façon rentable, des incidences positives sur la santé, la productivité et l'éducation. Pour ces motifs, l'accès à l'énergie est souvent

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique des Énergies Renouvelables en Afrique . . .	1
Compte-Rendu du Forum de Haut Niveau.	3
Session 1: Introduction à l'Initiative SE4All	4
Session 2: Les Engagements Volontaires de la CEDEAO . . . vis-a-vis de la SE4ALL	5
Session 3: Ateliers sur les Initiatives de la CEDEAO dans le cadre de SE4ALL	5
Session 4: Contribution du FEM SPWA à l'Accès à l'Énergie et à la Sécurité Énergétique	9
Session 5: Des Politiques de la CEDEAO pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique à l'Action I.	10
Session 6: Des Politiques de la CEDEAO pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique à l'Action II.	10
Session 7: De la Politique à L'Action: Les Initiatives de la CEDEAO pour l'Efficacité Énergétique.	11
Onzième Réunion des Ministres de L'Énergie de la CEDEAO	12
Énergie Durable pour Tous – Discussion du Groupe de Haut Niveau – Cérémonie d'Ouverture	13
Énergie Durable pour Tous – Discussion du Groupe de Haut Niveau.	14
Réunions à Venir	15
Glossaire	17

Le Compte-rendu du Forum de haut niveau sur l'énergie de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) - Forum global pour l'énergie durable (GFSE) - Fonds pour l'environnement mondial (FEM) - Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du Bulletin des négociations de la terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Aaron Leopold et Hugh Wilkins. L'éditeur numérique est Mike Muzurakis. Traduction française: Alexandra Lefevre - Révision: Sandra Gagnon. L'éditrice est Melanie Ashton <melanie@iisd.org>. Le Directeur du Service d'Information de l'IIDD es Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement pour la couverture de cette réunion a été octroyé par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREEC). L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6e Étage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada, téléphone: +1-204-958-7700, télécopie: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises aux listes de distribution par courrier électronique (en format HTML et PDF) et sont disponibles sur le serveur Internet de Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le Bulletin, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'information de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York, NY 10022, USA.



considéré comme l'« Objectif manquant du Millénaire pour le développement (OMD) » car, sans accès à l'énergie, de nombreux OMD seraient impossibles à réaliser.

En conséquence, les dialogues internationaux s'intéressent de plus en plus au besoin d'étendre la production et l'accès aux énergies renouvelables au niveau mondial. Le présent compte-rendu en donne un aperçu pour ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest.

CONFÉRENCES, SOMMETS ET AUTRES ACTIONS DES NATIONS UNIES

La première tentative majeure de la communauté internationale pour développer une stratégie d'utilisation de combustibles alternatifs fut la Résolution 1981 prise par la 36^{ème} Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 36) (A/RES/36/193) sur les résultats de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui s'était réunie à Nairobi, au Kenya, en août 1981.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement s'est réunie en 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil, et a adopté l'Agenda 21, un plan d'action pour la mise en œuvre du développement durable. Le Chapitre 9 de l'Agenda 21 traite des énergies renouvelables et note le besoin croissant de déplacer notre dépendance énergétique vers des systèmes énergétiques écologiquement rationnels, et notamment vers des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

En avril 2011, à New York, aux États-Unis, la neuvième session de la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD 9) a adopté la Décision E/CN.17/2001/19 sur « L'énergie pour le développement durable », qui abordait des questions comme le rôle du secteur privé, la recherche et le développement, les capacités institutionnelles, le support financier, l'accès à l'énergie, et l'énergie rurale. La couverture de la CDD 9 (en anglais) par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/csd/csd9/index.html>

Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD), qui s'est tenu en août-septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud, a adopté le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ) qui aborde les énergies renouvelables dans plusieurs de ses chapitres, notamment ceux portant sur l'éradication de la pauvreté (Chapitre II), les schémas durables de consommation et de production (Chapitre III), les petits pays insulaires en développement (Chapitre VII), et l'Afrique (Chapitre VIII). La couverture du SMDD (en anglais) par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/2002/wssd>

La CDD 15, qui s'est tenue à New York, aux États-Unis, en mai 2007, a abordé des questions relatives à l'énergie, mais les délégués n'ont réussi à s'accorder sur aucune décision. La couverture de la CDD 15 par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/csd/csd15>

En décembre 2010, la 65^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 65) a adopté la Résolution 65/151 qui proclamait l'année 2012 Année internationale sur l'énergie durable pour tous.

SE4ALL: L'AGNU a déclaré 2012 « Année internationale de l'énergie durable pour tous (SE4ALL) » et, dans ce cadre, le Secrétaire général Ban Ki-moon a lancé l'Initiative SE4ALL visant à identifier et à mobiliser les actions de toutes les parties prenantes en faveur des énergies renouvelables, qu'elles proviennent des gouvernements, des entreprises, de la société civile, de l'académie et de la communauté investie dans le développement. L'Initiative SE4ALL vise à atteindre 3 objectifs d'ici 2030: assurer un accès universel aux services

énergétiques modernes; doubler le niveau global de progrès en termes d'efficacité énergétique; et multiplier par deux la part des énergies renouvelables dans le paquet énergétique global. L'Année internationale et la SE4ALL comprennent des initiatives comme: le Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies; des dialogues nationaux pour faciliter la participation des parties prenantes; et la formulation et l'évaluation des politiques, ainsi qu'un partenariat public-privé entre les acteurs de la communauté de l'énergie.

IRENA: Les statuts de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA) ont été adoptés le 26 janvier 2009, et sont entrés en vigueur le 8 juillet 2010. En octobre 2012, 159 pays et l'Union européenne (UE) étaient signataires de l'IRENA, et ses statuts ont été ratifiés par 100 États et l'UE. La première session de l'Assemblée de l'IRENA s'est tenue en avril 2011 à Abu Dhabi, aux Émirats Arabes Unis (E.A.U.). La couverture de la première Assemblée par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/irena/irenaa1/>

La deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est déroulée en janvier 2012 à Abu Dhabi, aux E.A.U. La réunion a eu pour résultat le renforcement de la structure institutionnelle de l'IRENA et une augmentation de son budget pour 2012. La couverture de la deuxième Assemblée par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/irena/irenaa2/>

Le Forum consultatif de haut niveau sur les énergies renouvelables en Afrique de l'IRENA a eu lieu en juillet 2011 à Abu Dhabi, aux E.A.U. La réunion a abordé le Programme de travail de l'IRENA pour l'Afrique, les défis spécifiques de mise en œuvre que posent les technologies d'énergie renouvelable en Afrique, ainsi que les approches pratiques pour générer les politiques indispensables et l'information, le conseil et la capacité techniques requis pour soutenir un déploiement extensif des énergies renouvelables en Afrique. Le Forum a donné lieu au Communiqué d'Abu Dhabi sur les énergies renouvelables pour accélérer le développement de l'Afrique. La couverture du Forum de haut niveau par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/irena/acfre/>

AUTRES ORGANISATIONS ET PROCESSUS INTERNATIONAUX

FORUM MONDIAL SUR L'ÉNERGIE DURABLE

(GFSE): Le premier GFSE s'est réuni en décembre 2000, à Laxenburg, en Autriche. Il a abordé le thème « Énergie rurale – les priorités pour agir ». Depuis, le Forum s'est réuni presque une fois par an, en abordant des thèmes comme les technologies de l'énergie dans un contexte de développement rural, le rôle des mesures incitatives, la biomasse, « l'Afrique s'énergise », et l'efficacité énergétique pour les pays en développement. La couverture de la plupart de ces événements



Centre des conférences internationales d'Accra

(en anglais) par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/ymb/energy/gfse/ebdc/>

LE G8 ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES:

En juillet 2000, le Groupe des Huit (G8) pays les plus industrialisés a établi le Groupe de travail sur les énergies renouvelables, chargé d'identifier les actions permettant de promouvoir un changement dans l'approvisionnement, la distribution et l'utilisation d'énergies renouvelables dans les pays en développement. En 2001, le Groupe de travail a conclu que les ressources en énergie renouvelable pouvaient réduire considérablement les impacts environnementaux aux niveaux local, régional et mondial, ainsi que les risques liés à la sécurité énergétique. Il a suggéré au G8 d'entreprendre avec d'autres pays, le secteur privé et les institutions financières internationales, une action concertée pour mettre en œuvre ses recommandations. Lors de son Sommet de Gleneagles en juillet 2005, le G8 a émis une déclaration commune par laquelle les pays leaders annonçaient un dialogue mondial sur les changements climatiques, les énergies propres et le développement durable. Le Partenariat international pour la coopération sur l'efficacité énergétique a été signé en 2009.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES: Lors du SMDD de 2002, le Chancelier allemand Gerhard Schröder a invité la communauté internationale à une Conférence sur les énergies renouvelables (IREC), « Renewables2004 », s'est déroulée en juin 2004, à Bonn, en Allemagne, et a donné le départ à une série de réunions de l'IREC. Les résultats de la conférence ont conduit à la création d'un Réseau des énergies renouvelables pour le 21^{ème} siècle (REN21). La couverture de Renewables2004 (en anglais) par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/sd/ren2004>.

Par la suite, trois autres réunions se sont tenues dans le cadre du processus de l'IREC, à savoir: la Conférence internationale de Beijing sur les énergies renouvelables (BIREC), accueillie par la Chine en novembre 2005, qui adopta la Déclaration de Beijing; la Conférence internationale de Washington sur les énergies renouvelables (WIREC), qui s'est tenue en mars 2008 à Washington DC, aux États-Unis, et qui s'est soldée par l'adoption du Programme d'action mondial de Washington; et la Conférence internationale de Delhi sur les énergies renouvelables (DIREC), qui s'est tenue en octobre 2010 à New Delhi, en Inde. La couverture de la WIREC (en anglais) par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/download/pdf/sd/ymbvol95num8e.pdf>, et celle de la DIREC à l'adresse: <http://www.iisd.ca/ymb/energy/direc2010/html/ymbvol95num11e.html>

FORUM MONDIAL SUR LES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES (GREF):

Le premier GREF s'est déroulé à Foz do Iguaçu, au Brésil, en mai 2008, avec pour objectifs: de créer un environnement propice pour promouvoir le dialogue sur le renforcement des liens interrégionaux; d'organiser des actions conjointes entre les pays et les régions pour réduire la pauvreté et renforcer la sécurité énergétique à travers l'utilisation de sources d'énergie renouvelables; et d'encourager le développement de sources d'énergie renouvelables et des infrastructures connexes en Amérique latine et dans les Caraïbes. La couverture de la réunion par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/ymb/greb2008/>.

Le deuxième GREF s'est réuni en octobre 2009, à León, au Mexique, sous le thème « Étendre les énergies renouvelables ». Son principal objectif était de fournir une plate-forme pour des dialogues proactifs dans le but renforcer la coopération interrégionale et d'encourager des partenariats innovants entre

les multiples parties prenantes visant à étendre l'utilisation d'énergie renouvelable en Amérique Latine et ailleurs. La couverture de la réunion par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/ymb/energy/greb2009/>.

INITIATIVE ÉNERGIE DE L'UE POUR L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (EUEI): Mise en place lors du SMDD, l'EUEI fait partie de la Facilité Énergie ACP-UE (Afrique, Caraïbes, Pacifique-Union Européenne). D'ici 2013, elle aura réparti 420 millions d'euros pour la promotion de services énergétiques modernes, accessibles et durables dans les zones rurales et péri-urbaines.

PARTENARIAT AFRIQUE-UE POUR L'ÉNERGIE (PAEE): Le PAEE a été lancé à Lisbonne, au Portugal, en décembre 2007, lors du deuxième Sommet Afrique-UE. À cette occasion, l'établissement de la Stratégie et du Plan d'action conjoints Afrique-UE a créé un cadre de travail pour mener un dialogue politique et une coopération structurés autour de quatre axes ayant une importance stratégique commune: la paix et la sécurité; la gouvernance et les droits de l'homme; le commerce et l'intégration régionale; et les questions clés du développement. Le PAEE est l'un des huit partenariats stratégiques issus de la Stratégie et Plan d'action conjoints Afrique-UE, et se trouve actuellement centré sur trois domaines clés: l'accès à l'énergie; la sécurité énergétique; et les énergies renouvelables.

La première Réunion de haut niveau (RHN) du PAEE a eu lieu les 14 et 15 septembre 2012 à Vienne, en Autriche, et les discussions y ont porté sur l'accès à l'énergie, la sécurité énergétique, et les énergies renouvelables. Les principaux thèmes abordés lors de cette RHN comprenaient: le besoin de reconnaître l'énergie comme l'une des clés pour atteindre les OMD; le rôle du secteur financier public et privé, et des nouveaux instruments financiers; l'importance d'un approvisionnement stable en énergie pour le développement économique et industriel; le besoin de renforcer les capacités et les connaissances sur le potentiel des énergies renouvelables; le rôle des politiques et des institutions dans la création d'environnements d'investissement stables et propices; et l'attention particulière qui doit être portée à l'approvisionnement des pauvres en énergie. La couverture de la réunion par le Service d'information de l'IIDD est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/ymb/energy/aep/html/ymbvol181num1e.html>

PROGRAMME POUR LE DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE (PDIA): Le PDIA a été élaboré par la Commission de l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, avec le Secrétariat et la Banque africaine de développement, en juillet 2010. Le PDIA vise à améliorer l'accès à des réseaux d'infrastructures régionales et continentales intégrées, et dispose d'un programme permettant d'identifier les projets d'énergies renouvelables prioritaires à l'investissement.

COMPTE-RENDU DU FORUM DE HAUT NIVEAU

INTRODUCTION ET SÉANCE DE BIENVENUE, 29 OCTOBRE 2012

Lundi 29 octobre, Emmanuel Armah Kofi Buah, Ministre adjoint de l'énergie du Ghana, a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné que la pauvreté ne pourra être vaincue sans un accès universel à l'énergie. Il a décrit les actions entreprises par le Ghana pour améliorer l'accès à l'énergie et l'efficacité énergétique, et a souligné le besoin



Emmanuel Armah Kofi Buah,
Ministre adjoint à l'énergie du Ghana

d'explorer de nouvelles solutions et de travailler ensemble pour garantir le succès de l'Initiative SE4ALL.

Kandeh Yumkella, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

(ONUDI) et Président d'ONU-Énergie, a souligné que le Forum constitue une opportunité pour élaborer des plans d'action concrets visant à servir en énergie durable tous les habitants de la région. Il a déclaré que le développement n'est pas possible sans énergie, et a appelé le secteur énergétique à changer de paradigme pour se concentrer sur l'accès universel à l'énergie. Il a signalé les réussites de SE4ALL pour mettre en place un programme d'action, attirer des promesses de financement, et développer une structure de gouvernance, ce qui assurera son maintien pendant une décennie. Yumkella a souligné que l'Afrique de l'Ouest est en excellente position pour élargir les projets énergétiques, améliorer le renforcement des capacités, et atteindre d'importants résultats.

Irene Giner-Reichl, Présidente du GFSE, a admis que la pauvreté énergétique est un obstacle majeur au développement et a félicité la CEDEAO pour sa coopération sur cette question au travers du CEREEC de la CEDEAO. Elle a indiqué que le modèle du CEREEC est une telle réussite que la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) et la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) se sont montrées disposées à l'imiter. Elle a fait part de son espoir que cette réunion contribuerait aux discussions naissantes sur la création d'Objectifs de développement durable (ODD) en étayant le caractère central de l'énergie pour le développement.

André Laperrière, Président directeur général adjoint du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a indiqué que le FEM a investi 6,6 milliards de dollars US dans des projets d'accès à l'énergie, mais a déploré que le Programme stratégique pour l'Afrique de l'Ouest (SPWA) ait été dans l'incapacité d'injecter comme prévu le demi-milliard de dollar US destiné à la CEDEAO et ce en raison de barrages routiers, ce qui, a-t-il souhaité, serait abordé lors de la réunion.

Ebrima Njie, Commissaire aux infrastructures, CEDEAO, a rappelé aux participants que les membres de la CEDEAO ont le plus faible accès à l'énergie par habitant au monde. Il a souligné l'importance des politiques à adopter dans ce Forum pour élaborer des cadres réglementaires clairs et générer des



Irene Giner-Reichl, Présidente, GFSE

opportunités d'investissements accrus de la part du secteur privé, afin de contribuer à vaincre la pauvreté énergétique dans la sous-région.

Marcel Alers, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a mis en exergue le soutien offert par le PNUD à SE4ALL, en soulignant que, vu son caractère limité, le financement doit être employé de manière efficace. Il a souligné l'importance de créer les conditions propices pour déclencher des flux financiers provenant de sources variées, notamment du secteur privé.



Raffi Balian, Département d'État américain

SESSION 1: INTRODUCTION À L'INITIATIVE SE4ALL

Cette session s'est déroulée lundi matin sous la présidence d'Irene Giner-Reichl, Présidente du GFSE. Yumkella a donné une vue d'ensemble de l'Initiative SE4ALL en soulignant ses objectifs, sa vision et ses domaines d'action. Il a indiqué que les engagements de financement dans le cadre de SE4ALL, pris lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20), sont significatifs non seulement du fait de leurs montants, mais également de la grande variété d'entités engagées. Il a signalé que le point central de l'Initiative consiste à soutenir les pays dans leur travail sur la pauvreté énergétique et sur la suppression des obstacles pour l'accès à l'énergie. Il a conclu en soulignant le besoin à la fois de solutions « bottom-up » et « top-down » pour vaincre la pauvreté énergétique.

Thomas Johansson, Université de Lund et coprésident de l'Évaluation énergétique mondiale (GEA), a présenté les conclusions de la GEA concernant la SE4ALL et l'Afrique de l'Ouest. Bien que la GEA adopte une approche globale, il a précisé qu'elle se penche aussi sur les conditions et solutions aux niveaux local et régional. Il a évoqué des défis nécessitant des changements dans les systèmes énergétiques, comme: la pauvreté énergétique; l'accessibilité économique; la sécurité de l'approvisionnement; et le traitement de questions liées à la santé, l'environnement, les changements climatiques, la paix et la sécurité alimentaire. Johansson a indiqué que la GEA apporte des idées utiles à la formulation des politiques destinées à relever ces défis.

Rana Adib, REN21, a présenté les conclusions de la principale publication de REN21, le Rapport mondial 2012 sur le statut des énergies renouvelables, en indiquant qu'il y a toujours des lacunes dans l'information sur l'accès à l'énergie et sur la pauvreté énergétique au niveau mondial. Elle a indiqué qu'au moins 118 pays avaient des objectifs d'énergie renouvelable en 2011, un accroissement par rapport aux 96 pays de 2010.

Raffi Balian, États-Unis, a présenté l'engagement des États-Unis dans des initiatives d'énergie renouvelable en Afrique de l'Ouest, en décrivant des travaux sur: le renforcement des capacités au travers du Partenariat mondial pour la bioénergie; la promotion de fourneaux et de combustibles de cuisson propres; les partenariats public-privé; les initiatives d'efficacité des appareils électriques; et l'Initiative Afrique-États-Unis de financement des énergies propres annoncée à Rio+20.

Mario Tot, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a abordé les outils de politique énergétique pour soutenir les membres de la CEDEAO dans la préparation de plans d'action pour les énergies renouvelables, qu'il a estimé indispensables pour le développement d'un approvisionnement et d'un accès efficaces à l'énergie. Il a décrit les outils d'évaluation énergétique de l'AIEA, en soulignant que le renforcement des capacités doit inclure un ensemble d'activités comprenant un paquet global et fournissant un soutien continu.

SESSION 2: LES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES DE LA CEDEAO VIS-À-VIS DE LA SE4ALL

Cette session a eu lieu lundi matin sous la présidence de Youba Sokona, Coordinateur du Centre africain de politique climatique. Armand Darkehoun, Directeur à l'énergie, Bénin, a présenté le projet de Politique, les objectifs et le plan d'action de la CEDEAO pour les énergies renouvelables, qui vise à faire face à la crise énergétique que traverse la région et à atteindre l'accès universel à l'énergie d'ici 2030. Il a également présenté le projet de Politique, objectifs et plan d'action de la CEDEAO pour l'efficacité énergétique, qui devrait permettre de doubler l'efficacité énergétique d'ici 2020.

Martin Lugmayr, Expert du CEREEC-ONUDI, intervenant au nom de Mahama Kappiah, Directeur exécutif du CEREEC, a présenté le Programme de la CEDEAO sur la petite hydroélectricité (PHE), visant à promouvoir des marchés et des investissements permettant d'accroître l'assimilation du SSHP. Il a indiqué que la phase 2013-2018 coûtera 15,5 millions d'euros et encouragera l'élaboration et le développement d'un flux continu de projets PHE. Il a indiqué que le CEREEC a identifié plus de 400 sites PHE en coopération avec ses entités focales nationales.

Sékou Oumar Traoré, Directeur du Centre national de l'énergie solaire et des énergies renouvelables (CNESOLER), Ministères des mines, de l'énergie et des ressources en eau, Mali, a présenté le Cadre stratégique de la CEDEAO sur

la bioénergie en soulignant le besoin d'une transition de la biomasse traditionnelle à la biomasse moderne. Il a souligné l'importance du transfert et du partage de connaissances, du renforcement des capacités, des mécanismes de financement et de l'élaboration de cadres et de plans stratégiques détaillés.

Abraão Andrade Lopes, ancien Directeur de l'énergie du Cap-Vert, a mis en avant l'objectif de son pays de tirer la totalité de son approvisionnement en énergie de sources renouvelables d'ici 2020. Décrivant la situation économique et énergétique du Cap-Vert, il a souligné l'important potentiel de génération d'énergie éolienne, solaire, géothermale et marémotrice, et a exposé les raisons économiques pour développer ces ressources.

Imamuddeen Talba, Conseiller expert en énergie, Ministère fédéral de l'énergie, Nigéria, a exposé les perspectives de son pays en termes d'énergies renouvelables, l'élaboration d'une politique cadre sur les énergies renouvelables au niveau national et les défis à affronter. Il a souligné le besoin de partenariats, des données et de consultations.

SESSION 3: ATELIERS SUR LES INITIATIVES DE LA CEDEAO DANS LE CADRE DE SE4ALL

Lundi après-midi, les participants se sont réunis dans le cadre de six ateliers parallèles sur les initiatives de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, y compris sur la promotion d'éclairages et de fourneaux efficaces, sur l'efficacité dans la distribution et l'infrastructure de financement, sur la participation de la société civile, et sur l'Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

ATELIER SUR L'INITIATIVE DE LA CEDEAO SUR L'ÉCLAIRAGE EFFICACE: Ibrahim Soumaila, CEREEC, a salué les participants à l'atelier, en soulignant le besoin d'intégration et la création d'une feuille de route pour avancer vers les prochaines étapes.

Le Président de l'atelier A. K. Oforu Ahenkorah, Secrétaire en chef de la Commission de l'énergie du Ghana, a déclaré que d'importantes économies d'énergie et d'argent peuvent être faites par l'utilisation d'un éclairage efficace, et que la session était destinée à produire une déclaration commune sur l'éclairage efficace. Exposant les succès obtenus par le Ghana en introduisant des standards minimums d'efficacité énergétique applicables à l'éclairage, il a souligné l'importance d'une élimination progressive des ampoules à incandescence.

Zura Nukusheva, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a présenté des outils pour conduire les pays d'Afrique de l'Ouest dans la transition vers un éclairage plus efficace. Décrivant les avantages économiques et en termes de développement d'un éclairage efficace et moderne, elle a signalé que, même si un nombre considérable de pays envisage l'élimination progressive des ampoules à incandescence inefficaces, seuls quelques pays africains ont mis en place des plans à cet effet. Elle a indiqué que le PNUE vise, entre autres, à: faciliter un accord global sur l'élimination progressive des ampoules inefficaces d'ici 2016; harmoniser et promouvoir des standards minimums de performance énergétique; et remplir les fonctions de centre d'excellence et de meilleures pratiques au niveau mondial. Nukusheva a souligné que la transition vers un éclairage efficace peut être mieux réussie à travers une approche intégrée comprenant des standards minimums de performance énergétique, des politiques de soutien, surveillance, vérification et mise en application, et une gestion écologiquement rationnelle.



Mahama Kappiah, Directeur exécutif, CEREEC

Michael Scholand, PNUE, à dresser un rapide tableau de l'Initiative de la CEDEAO sur l'éclairage efficace, en mettant l'accent sur le besoin d'actions conduites au niveau national et adaptées au contexte, aptes à intégrer le travail déjà réalisé dans la région. Scholand a indiqué que l'Initiative vise à stimuler les meilleures pratiques régionales et emploie une approche intégrée pour rendre durables les activités liées à l'éclairage au travers de mesures politiques, du renforcement des capacités, de la sensibilisation et du financement.

Les participants ont discuté des progrès accomplis au Nigéria, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Bénin, au Burkina Faso et au Ghana. Ils ont mis l'accent sur: les problèmes causés par la conception des produits et de l'architecture, qui contredit les principes de l'efficacité énergétique; le rôle des crédits carbone; l'utilisation de lampes solaires; et l'adoption de décrets interdisant l'utilisation d'ampoules inefficaces. Les Participants ont ensuite abordé des défis tels que la surveillance et la mise en application, l'absence de structures de recyclage, l'élimination appropriée des tubes fluorescents compacts contenant du mercure, le besoin d'étiquetage des produits, le manque d'intérêt de la part des producteurs d'énergie à encourager l'efficacité énergétique, et le besoin de solutions pour traiter du problème des ampoules incandescentes usagées.

Le Président Ahenkorah a présenté, et les participants ont approuvé, un projet de déclaration conjointe issue de l'atelier qui prévoit, entre autres, que les pays de la CEDEAO: lancent une transition complète vers l'éclairage efficace suivant une approche de politiques intégrées; encouragent l'éducation, l'institutionnalisation et la législation; et disposent d'ici 2016 de politiques pour l'élimination progressive des ampoules incandescentes à l'horizon 2020.

INITIATIVE DE LA CEDEAO SUR LA CUISSON SÛRE, DURABLE ET À PRIX ABORDABLE: Cette session était présidée par Rose Mensah-Kutin, ENERGIA Network.

Mahama Kappiah, CEREEC, a présenté le concept et la feuille de route de l'Initiative de la CEDEAO sur la cuisson sûre, durable et à prix abordable. Il a expliqué que l'Initiative, particulièrement dirigée aux femmes, qui sont plus exposées au risque de maladie lié à la contamination de l'air dans les espaces intérieurs du fait de la cuisine, vise à assurer que 100 % de la population d'Afrique de l'Ouest ait accès à une énergie de cuisson propre, sûre et durable d'ici 2030. Il a dit que pour 2013-2016 les coûts estimés des actions à court terme seront de 7,6 millions d'euros, et que 100 millions d'euros en plus seront nécessaires d'ici 2020 pour accélérer l'assimilation. En réponse aux questions des participants, Kappiah a indiqué

nationaux de l'énergie et avec les points focaux du FEM, mais pas avec les ministères de l'environnement. Il a déploré que, même si quelques financements de projets pourraient provenir de la CEDEAO, il est possible que la plupart des pays de la CEDEAO ne puissent pas se permettre d'allouer des financements nationaux à l'Initiative.

Radha Muthiah, Alliance mondiale pour les fourneaux propres, a décrit les efforts déployés par son organisation pour fournir des fourneaux pour une cuisson propres à 100 millions de foyers d'ici 2020 par la création d'une approche de marché suscitant une demande et offrant des options abordables de fourneaux propres. Elle a indiqué que l'Alliance reste neutre concernant la technologie et qu'il n'existe pas un fourneau parfait. Muthiah a expliqué que son organisation fournit du renforcement des capacités et du financement aux entrepreneurs, et contribue à la création de standards pour des fourneaux propres et sûrs.

Mireille Affoudji, German Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), a présenté des projets de fourneaux propres menés au Sénégal, y compris un projet de valorisation de la forêt au-delà du simple bois de chauffage. Elle a souligné la validité des approches de marché et a exposé le succès rencontré par le Sénégal dans le travail direct avec des artisans locaux pour la production domestique de fourneaux, et a ensuite souligné la possibilité de reproduire ce modèle dans d'autres contextes.

Alain Guinebault, Geres, a déclaré que le travail de son Organisation non gouvernementale (ONG) se fonde sur des technologies et techniques élaborées par l'utilisateur et adaptées aux conditions locales, et a signalé que Geres a distribué des millions de fourneaux sans aucune subvention ni assistance quelle qu'elle soit. Guinebault a indiqué que l'investissement de 100 millions d'euros que la CEDEAO prétend injecter dans l'Initiative du CEREEC vont être difficiles à mobiliser. Il a mis en exergue les travaux de Geres avec les gouvernements locaux et le besoin que les autres ONG travaillent davantage avec les gouvernements.

Debajit Palit, Institut de ressources énergétiques (TERI), a signalé qu'il y a des questions difficiles et des questions faciles concernant les fourneaux « améliorés ». Il a souligné que des liens importants de la chaîne entre les concepteurs de technologies et les distributeurs sur le terrain sont souvent passés sous silence. Il a indiqué que le TERI travaille à distribuer des unités combinées de chauffage et d'éclairage propres en Éthiopie et serait disposé à en faire autant dans les pays de la CEDEAO. Palit a souligné le besoin urgent d'une harmonisation mondiale des systèmes de mise à l'épreuve et de



Participants au cours de la séance d'introduction



Jafaru Abdulrahman, CEREEC

Atelier de la CEDEAO sur l'Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECOWREX): David Vilar, du CEREEC, a présidé l'atelier.

Jafaru Abdulrahman, CEREEC, a indiqué que l'ECOWREX pourrait être la porte vers une solution à la pauvreté énergétique en Afrique de l'Ouest. Il a noté que l'ECOWREX a été développé par le CEREEC en partenariat avec l'ONUDI, l'Autriche et l'Espagne, sous la houlette du Programme stratégique du FEM pour l'Afrique de l'Ouest (FEM SPWA) et, dans son explication des objectifs et stratégies de l'Observatoire, il a indiqué que celui-ci utilise des données statistiques et géographiques sur les ressources naturelles en énergies renouvelables, ainsi que des données socioéconomiques de chaque pays membre de la CEDEAO, pour aider à la planification et à la réalisation des stratégies d'énergie renouvelable. Il a aussi noté que l'Observatoire utilise des outils comme Linked Open Data, de concert avec le Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PEREE), la Banque mondiale, et d'autres acteurs, pour garantir son usage comme source de diffusion de connaissances et d'innovation.

David Vilar, CEREEC, a souligné que, si l'objectif à long terme et la priorité de l'Observatoire sont de bénéficier aux pays de la CEDEAO, son aide ne peut être utile que si les données qu'il utilise sont précises. C'est la raison pour laquelle, a-t-il signalé, la tâche consistant à recueillir des données de la part des États membres est essentielle. Pradeep Monga, ONUDI, a signalé le travail de son organisation avec le CEREEC pour promouvoir la gestion des connaissances et le rassemblement des parties prenantes clés, en utilisant l'ECOWREX comme principale ressource.

Atelier sur la distribution de l'électricité à haute performance: Le Président Algai Basiru Gaye, Autorité de Régulation régionale du secteur de l'électricité de la CEDEAO, a fait remarquer que les pertes dans la distribution d'électricité représentent 15 à 40 % de l'électricité générée en Afrique de l'Ouest. Il a souligné que ces pertes ont des incidences significatives sur la productivité des services et des foyers, conduisant à des pertes pouvant atteindre 2 % du PIB.

Mahama Kappiah, CEREEC, a présenté l'Initiative de la CEDEAO sur la distribution de l'électricité à haute performance. Indiquant que l'approvisionnement en électricité en Afrique de l'Ouest est généralement insuffisant par rapport à la demande, et que les revenus sont souvent insuffisants pour couvrir les coûts, il a décrit des solutions comme adapter la taille des lignes et des transformateurs électriques, ou réduire

les pertes commerciales à travers des solutions techniques et organisationnelles comme l'utilisation de compteurs prépayés et la lecture périodique des compteurs. Il a ensuite ébauché la voie à suivre pour l'Initiative, comprenant un accent mis sur les évaluations des pays, la fixation de points de référence pour identifier les problèmes, et l'échange des meilleures pratiques. Il a souligné le besoin de collaboration avec le secteur privé et les partenaires institutionnels.

Bruno Leclerc, Agence française de développement, a signalé d'autres conséquences des pertes dans la distribution, notamment leurs répercussions sur tout le secteur de l'énergie, et a souligné le besoin de programmes crédibles de réduction des pertes et de moyens pour attirer les investisseurs privés. Il a souligné l'importance: d'améliorer la gestion des capacités des compagnies de distribution; d'une meilleure formation et d'un meilleur renforcement des capacités; et d'une réglementation effective et transparente.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont soulevé des questions concernant le rôle des législateurs dans l'Initiative de la CEDEAO, les problèmes liés aux capacités, le besoin de procédures standard pour éliminer les sources d'inefficacité, une meilleure gestion et intégration de la charge, l'étude des défis posés par la distribution dans l'aménagement du territoire, la sécurité de l'approvisionnement en électricité au Ghana, l'importance d'une planification stratégique, le besoin de rendre prioritaire l'approvisionnement en énergie des populations dans les zones rurales, ainsi que l'utilisation de solutions innovantes pour fournir un accès universel à l'énergie.

Atelier sur l'Initiative de la CEDEAO sur le financement de l'énergie durable: Le Président John Wasielewski, Conseiller sur le financement du développement, États-Unis, a ouvert la session en déclarant qu'il n'existe pas de réponses faciles aux multiples questions d'ordre financier qui se posent aux pays en développement concernant l'énergie.

Hyacinth Elayo, CEREEC, a présenté le concept et la feuille de route de l'Initiative de la CEDEAO sur le financement de l'énergie durable. Il a expliqué qu'une fois opérationnelle l'Initiative aura pour missions principales de: créer du matériel de formation; pourvoir formation et assistance pour l'ingénierie financière et d'autres questions financières; accroître le volume de financement de la Facilité Énergie renouvelable de la CEDEAO (EREF); et faciliter la mise en fonctionnement de l'Initiative de la CEDEAO pour les entreprises et les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.



Président John Wasielewski, ancien Directeur du Bureau du financement du développement à US AID

Lawrence Agbemabiese, PNUE, a présenté l'expérience du projet Promotion des entreprises énergétiques en milieu rural (REED), qui vise à élargir l'accès à des services énergétiques abordables et sans impact climatique, et à augmenter l'activité économique locale en Afrique sans porter atteinte à l'environnement. Il a expliqué que le projet s'occupe de remplir les lacunes existantes en termes de capacités, qui empêchent les petites entreprises d'accéder au financement. Il a indiqué que plus de 500 entrepreneurs ont reçu une formation pour le développement de l'entreprise, et que 31 d'entre eux ont également bénéficié d'investissements dans le cadre du projet. Il a expliqué que les 2 millions de dollars US investis à ce jour ont permis à 2 millions de foyers de bénéficier de services énergétiques améliorés, dont plus de 1 million ont reçu uniquement des fourneaux Toyola.

Martin Lugmayr, CEREEC-ONUDI, a présenté l'EREF, qui octroie des subventions à de petits projets et entreprises en zones péri-urbaines et rurales afin de créer des connaissances au service d'activités de renforcement des capacités. Il a expliqué que le premier créneau de financement de l'EREF a financé des entreprises dans les phases de pré-investissement et de développement de projet. Il a indiqué que le deuxième créneau financera le développement de Petites et moyennes entreprises (PME) et de Compagnies de services énergétiques (CSE). Il a souligné que le financement des 41 projets a permis d'attirer une moyenne de 68 % de financement supplémentaire provenant d'autres sources.

Andreas Karner, ConPlusUltra GmbH, a présenté une étude commandée par l'Agence autrichienne de développement qui compare des mécanismes de « financement responsable et innovant » à petite échelle guidés par un impératif de durabilité écologique, économique et sociale. Il a indiqué que parmi ces mécanismes on trouve les banques communautaires, le leasing, les micro-franchises, les fonds de roulement, l'actionnariat dans les PME, les micro-crédits, et les financements à terme, qui fournissent tous des financements aux bénéficiaires finaux. Il a estimé que les nouveaux schémas financiers dans la CEDEAO peuvent renforcer la production et l'efficacité des énergies renouvelables. Il a exprimé un certain nombre de recommandations, notamment à l'intention des gouvernements pour qu'ils: coopèrent avec les institutions financières locales pour financer des solutions locales; élaborent des outils de financement avec les institutions financières locales; n'utilisent comme partenaires que des institutions financières expérimentées; et garantissent que les méthodes de financement évitent les spirales de pauvreté pour les clients défavorisés.

François Greau, Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), a exposé les travaux de son organisation en Afrique de l'Ouest, qui s'occupe principalement de la mise en application des institutions et législations, de la gestion de l'énergie, de projets pilotes et démonstrations, de Partenariats public-privé (PPP), de mobiliser les financements internationaux, et de faciliter la coopération. Il a évoqué des projets portant sur l'efficacité énergétique des bâtiments au Maroc et sur l'énergie solaire en Tunisie.

Demba Diop, Consultant dans le domaine de l'énergie, a présenté le programme Facilité pour promouvoir la bioénergie en Afrique de l'Ouest dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il a ensuite évoqué les agro-résidus et les investissements municipaux sur la bioénergie issue des sous-produits.

David Vilar, CEREEC, a présenté le Fonds d'investissement de la CEDEAO dans les énergies renouvelables (EREIF), qui soutient des projets d'infrastructure d'énergie renouvelable à moyenne et à grande échelle. Il a expliqué que les principales activités comprennent: accueillir et soutenir des investissements destinés à promouvoir des projets d'infrastructure d'énergie renouvelable; faciliter l'exécution des projets d'investissement dans les énergies renouvelables; faire le lien entre les parties prenantes concernées par le financement et le développement des infrastructures d'énergie renouvelable; dissiper les malentendus entre les investisseurs et promoteurs concernant les énergies renouvelables; établir des liens entre les promoteurs et les partenaires financiers; et devenir un point de rencontre pour les parties prenantes.

Vanessa Laubin, Geres, a évoqué les difficultés qui pèsent sur les projets de Mesures d'atténuation appropriées aux contextes nationaux (NAMA) et sur le financement carbone dans le contexte africain. Elle a mis en lumière trois obstacles à la participation africaine au Mécanisme de développement propre: la complexité des méthodologies; les exigences élevées en termes d'investissement initial; et la complexité de l'analyse des cycles du carbone, pour laquelle il n'existe pas ou peu d'expertise en Afrique.

Atelier sur la contribution de la société civile et du secteur privé à la réussite de SE4ALL dans la région de la CEDEAO: Cet atelier a été présidé par Caroline Nijland, Fondation pour les services énergétiques en zone rurale (FRES). L'atelier a cherché à identifier des moyens pour la société civile et le secteur privé de contribuer concrètement à un meilleur accès et à l'élargissement des services énergétiques pour les populations rurales de la région de la CEDEAO, en mettant un accent particulier sur l'électrification hors-réseau. Les participants ont exposé des expériences réussies concernant la fourniture de services modernes d'énergie durable et ont ensuite discuté en groupes. Les participants ont recommandé: aux ONG et au secteur privé de bâtir des partenariats pour utiliser des technologies et des modèles d'affaires moins coûteux et ayant remporté du succès; aux ONG et au secteur privé d'être présents ou représentés dans les collèges de réglementation et dans les agences gouvernementales de l'énergie; de créer davantage de PPP sur l'accès à l'énergie et la pauvreté énergétique.

SESSION D'INTRODUCTION, 30 OCTOBRE 2012

Jeudi 30 octobre, Kandeh Yumkella, ONUDI, a déploré que les Pays les moins avancés (PMA) soient souvent dans l'incapacité d'accéder aux financements pour des projets énergétiques, mais a indiqué que les programmes régionaux peuvent être utiles. Soulignant qu'il est important d'adopter une approche stratégique, il a décrit les travaux du FEM SPWA en signalant que l'entité a contribué à attirer 468 millions de dollars US de cofinancement. Il a évoqué les défis, y compris le temps nécessaire à préparer des propositions de projets énergétiques, les difficultés que rencontrent les PMA pour obtenir des cofinancements et les problèmes que pose l'élargissement des projets.

Irene Giner-Reichl, GFSE, a souligné l'importance des approches stratégiques et régionales programmées, et d'assurer l'intégration des politiques au lieu de leur cloisonnement. Elle a réitéré que l'intégration thématique et géographique des politiques est cruciale.

André Laperrière, FEM, a souligné qu'il est essentiel de travailler de concert pour parvenir à des résultats. Faisant remarquer qu'une quantité significative de fonds octroyés par le FEM à des initiatives énergétiques en Afrique de l'Ouest ne



Sherry Ayithey, Ministre de l'environnement, de la science et de la technologie du Ghana

sont pas dépensés, il a instamment invité les pays à travailler ensemble pour proposer des projets. Il a souligné la validité des petits projets, l'importance des consultations entre gouvernements, et les avantages de la coopération bilatérale concernant l'utilisation des ressources transfrontières.

Sherry Ayithey, Ministre de l'environnement, de la science et de la technologie du Ghana, a estimé que les États africains doivent passer de la réalisation de projets pilotes à celle de projets majeurs. Elle a indiqué que, suivant l'augmentation de l'approvisionnement en énergie, il faut mettre en place des politiques aptes à garantir l'accès, le prix abordable, les technologies appropriées et la fiabilité de l'approvisionnement, ainsi que des mécanismes d'évaluation environnementale. Elle a souligné le besoin d'explorer de nouvelles options politiques pour générer de l'énergie durable à partir de la biomasse, et a signalé l'importance de l'énergie pour le développement socio-économique.

Mahama Kappiah, CEREEC, a ensuite présenté les questions à aborder mardi, notamment la contribution du FEM SPWA à l'accès à l'énergie et à la sécurité énergétique, et la transformation des politiques énergétiques en actions.

SESSION 4: CONTRIBUTION DU FEM SPWA À L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET À LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Cette session a eu lieu mardi sous la co-présidence de André Laperrière, FEM, et Pradeep Monga, ONUDI.

Franck Jesus, FEM, a présenté le FEM SPWA en indiquant que le Programme est orienté vers l'action, pratique et cherche à aider les investissements pour les élargissements d'échelle. Il a décrit la vaste gamme de projets couverts et l'augmentation significative du financement de projets énergétiques par le FEM en Afrique de l'Ouest. Il a souligné la valeur des projets combinés pour attirer les investisseurs, le besoin d'une vision à long terme, d'inscrire les impacts des projets dans la durée et de réaliser plus de projets transnationaux. Il a mis en exergue le besoin d'attirer plus d'investissements privés et d'élargir l'échelle des projets portant sur les fourneaux de cuisson.

Prenant note des importantes étapes à venir pour le FEM SPWA, Monga a passé en revue les défis, notamment: l'absence de familiarisation préalable avec les projets du FEM;



André Laperrière, Directeur général adjoint du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

le besoin de renforcer les cadres politiques et réglementaires; les difficultés de parvenir à des économies d'échelle et de mobiliser les co-financements; l'inadéquation des capacités entre institutions régionales et nationales; les risques et les incertitudes des

investissements pour le secteur privé; et l'insuffisance des informations et des données. Monga a parlé des résultats clés escomptés et des étapes à venir, dont: l'achèvement et l'adoption de politiques régionales sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique; la promotion de standards pour l'éclairage, les appareils électriques et les bâtiments; le renforcement des capacités; la sensibilisation et le conseil; et le renforcement de la gestion des connaissances. Il a souligné le besoin: de réunions annuelles du Comité directeur et des ministères; de compiler et documenter les enseignements tirés et les meilleurs pratiques; de renforcer les liens politiques et institutionnels aux niveaux régional et national; la promotion de la gestion des connaissances; et le renforcement des partenariats, de la coopération régionale et des synergies.

Jafaru Abdulrahman, CEREEC, a réitéré les objectifs de l'ECORWEX et a noté que celui-ci produit plus de 280 indicateurs par pays, pour un total de plus de 4 000 indicateurs fiables mis à jour chaque année à disposition des investisseurs et des décideurs publics. En réponse aux questions des participants, il a indiqué que d'importants efforts sont investis pour garantir la cohérence des indicateurs suivant les contextes nationaux.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont soulevé des questions concernant les détails du co-financement, l'ignorance de la disponibilité des financements du FEM par les pays membres de la CEDEAO, les façons d'accéder aux ressources, le rôle des agences de mise en œuvre dans la mobilisation des co-financements, l'intégration des femmes dans la planification stratégique, le besoin d'élargir la fabrication des équipements générateurs d'énergies renouvelables, le principe de subsidiarité, et la possibilité d'endettement régional.

La session a ensuite entendu des exposés sur l'état des projets et sur les enseignements tirés des projets du FEM.

Benoit Lebot, PNUD, a exposé des projets conjoints PNUD-FEM au Ghana, au Burkina Faso et au Sénégal qui permettront à eux trois d'éviter l'émission de plus de 2 millions de tonnes de dioxyde de carbone. Il a déploré que les points focaux nationaux en rapport avec les changements climatiques soient pour la plupart dans les ministères de l'environnement, alors que ceux qui ont les impacts les plus significatifs sur les changements climatiques se trouvent dans les ministères de l'énergie, des finances, des transports et autres. Il a conclu en présentant une publication PNUD-FEM intitulée « Transformer les marchés des énergies renouvelables en réseau: une étude du soutien du PNUD-FEM aux tarifs de rachat et aux instruments associés de fixation des prix et d'accès au marché ».

Lawrence Agbemabiese, PNUE, a présenté un projet PNUE-FEM en Côte d'Ivoire visant à promouvoir l'efficacité énergétique dans l'éclairage public.

Alois Mhlanga, ONUDI, a évoqué neuf projets FEM-SPWA en Afrique de l'Ouest qui ont reçu 16,2 millions de dollars US des fonds du FEM et ont attiré 65 millions de dollars US en co-financement. Il a expliqué que ces projets visent à: renforcer et rendre opérationnels les cadres politiques et réglementaires; assurer la participation continue des parties prenantes postérieurement au projet; consolider le renforcement des capacités dans les institutions locales et nationales; forger



Benoit Lebot, PNUD

des PPP solides pour élargir les impacts; et relier les projets à des initiatives et programmes mondiaux tels que CEREEC et SE4ALL.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont demandé au CEREEC ce qu'il fait pour améliorer les campagnes réglementaires parmi les pays membres, et un représentant de la Gambie a signalé que dans son pays, les questions liées aux changements climatiques ne sont pas à la charge du ministère de l'environnement mais d'un comité composé de 35 décideurs issus de ministères variés, du secteur privé et de la société civile. Un autre participant a déclenché une discussion sur l'importance du recyclage des appareils remplacés pour des raisons d'efficacité énergétique.

SESSION 5: DES POLITIQUES DE LA CEDEAO POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE À L'ACTION I

Deepak Gupta, ancien Secrétaire du Ministère indien des énergies nouvelles et renouvelables, a présidé cette session qui a eu lieu mardi. Gupta a exprimé des idées concernant les transitions réussies de la politique à l'action, en soulignant le besoin de fixer des objectifs pour la génération d'électricité hors réseau, de donner la priorité aux projets de biomasse et de petite hydroélectricité, de pouvoir reproduire les projets réussis de biomasse et de renforcer les capacités.

Nicolas Lambert, Commission européenne, Unité Énergie de la DG de coopération pour le développement, a présenté le cadre, les objectifs et les modalités de mise en œuvre de la Facilité Énergie Afrique Caraïbes Pacifique – UE (UE-ACP). Il a indiqué que la Facilité est centrée sur: l'accès aux services énergétiques avec une perspective en faveur des pauvres; la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique par l'utilisation des ressources locales et de solutions décentralisées; une utilisation productive de l'énergie au-delà des services de base; la cohérence; et l'engagement du secteur privé. Lambert a expliqué que le prochain appel à propositions de la part de la Facilité sera lancé le 15 novembre 2012.

Philippe Niyongabo, Commission de l'Union africaine, a présenté les activités dans le cadre du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE), en mettant l'accent, entre autres, sur la génération d'électricité solaire, éolienne, géothermale, bioénergétique et hydroélectrique. Mettant en lumière les objectifs politiques en termes de sécurité énergétique, de développement des sources d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, il a évoqué l'immense potentiel de progrès en Afrique et le besoin d'infrastructures de développement. Wolfgang Moser, Ministère autrichien des affaires européennes et internationales, a présenté les résultats de la Réunion de haut niveau des Ministres de l'énergie du PAEE en 2010, en évoquant les succès remportés dans l'atteinte des objectifs de la réunion et dans le déblocage de 1,6 milliard d'euros de financements.

Philip Mann, Facilité de dialogue et de partenariat – Initiative de l'UE pour l'énergie (EUEI-PDF), a présenté le Programme de coopération Afrique-UE dans le domaine des énergies renouvelables (RECP) en expliquant que celui-ci vise à développer des marchés d'énergies renouvelables à moyenne échelle, à fournir un cadre d'instruments intégrés, à assurer la flexibilité, et à faciliter les partenariats. Il a souligné que les quatre principaux domaines d'action du Partenariat



Philippe Niyongabo, Commission de l'Union africaine

sont: les services de conseil politique; la coopération avec le secteur privé; la préparation de projets et l'assistance pour l'accès au financement; et la technologie, l'innovation et le renforcement des capacités.

Hugo Lucas, Directeur du renforcement des capacités, IRENA, a décrit les travaux de l'IRENA sur: la promotion de politiques et de schémas incitatifs pour les énergies renouvelables au niveau national dans la CEDEAO; la création d'emploi; les emprunts pour des projets photovoltaïques (PV); l'entrepreneuriat; l'éducation; la planification énergétique; et les communications.

Reidar Grevskott, Conseiller à l'environnement et aux affaires climatiques en Afrique de l'Ouest, Norvège, a présenté Energy+, l'Initiative internationale sur l'énergie et le climat, qu'il a décrit comme un programme conduit par les pays visant à soutenir la transformation nécessaire pour atteindre l'accès universel à l'énergie et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il a expliqué que l'Initiative adopte une approche sectorielle dans l'utilisation des financements publics pour stimuler les investissements commerciaux, l'atténuation des risques et le renforcement des capacités, suivant la devise « paiement à la livraison ».

Torstein Indrebø, Secrétaire général, Union gazière internationale, a expliqué que la CEDEAO est riche en réserves de gaz inexploitées. Il a indiqué que le gaz naturel est la plus écologique des énergies fossiles, émettant 47 % moins de gaz à effet de serre que le charbon et coûtant la moitié du prix du diesel.

Giovanni De Santi, Commission européenne, Institut pour l'énergie et les transports, DG du Centre conjoint de recherche (JRC), a présenté le potentiel économique des énergies renouvelables en Afrique, tel qu'il apparaît dans un rapport du JRC intitulé « Énergies renouvelables en Afrique », qui effectue une évaluation des ressources potentielles et analyse les opportunités pour atténuer la pauvreté énergétique à l'échelle continentale. Il a indiqué qu'une version mise à jour de ce rapport sera publiée en janvier 2013, qui intégrera les changements dus à la rapide réduction des coûts PV. Il a fait remarquer que le JRC a signé des accords de coopération avec le CEREEC et avec l'IRENA.

SESSION 6: DES POLITIQUES DE LA CEDEAO POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE À L'ACTION II

Cette session s'est déroulée mardi sous la présidence de Martin Hiller, Directeur du REEEP, qui a exprimé sa frustration face au faible taux de répliation et d'élargissement des « projets modèles ».

Venkata Ramana Putti, Banque mondiale, a estimé que parvenir à un accès universel à l'énergie prendra 50 ans de plus si l'on continue avec le modèle d'affaires habituel, mais a indiqué que le déficit d'accès est passé d'environ 1,4 milliard de personnes sans accès à des services énergétiques modernes à 1,14 milliard en 2010. Putti a présenté les activités menées par le Programme d'appui à la gestion du secteur de l'énergie de la Banque mondiale (ESMAP) pour promouvoir l'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest, notamment le Programme d'accès aux énergies renouvelables en Afrique (AFREA), Lighting Africa, et le programme de Solutions énergétiques pour une cuisson propre en Afrique (ACCES), qui sera lancé le 16 novembre à Dakar, au Sénégal.



Président Martin Hiller, REEEP

John Wasielewski, États-Unis, a estimé qu'il n'y a jamais eu de moment plus propice pour investir dans l'énergie en Afrique. Il a précisé que, alors qu'il faudrait 48 milliards de dollars US par an pour parvenir à un accès universel à l'énergie en 2030, plus de 37 milliards de dollars US sont déjà dépensés chaque année en énergies polluantes par les pauvres. Il a évoqué l'Initiative États-Unis-Afrique pour le financement des énergies propres récemment inaugurée, qui constitue une réserve de 20 millions de dollars US destinée à financer l'élaboration de projets par les PME nécessitant entre 50 000 et 1 million de dollars.

Daniel-Alexander Schroth, Banque africaine de développement (BAD), a présenté les travaux de la BAD relatifs à SE4ALL et a indiqué que la BAD investira 20 milliards de dollars US dans l'énergie d'ici 2030, prévoyant ainsi attirer environ 80 milliards de dollars de ressources publiques et privées supplémentaires. Il a indiqué que le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), qui constitue un fonds de 50 millions de dollars US provenant de la BAD pour les PME, cherche à approfondir sa coopération avec les partenaires régionaux comme le CERECC et se trouve en passe de devenir une plate-forme multi-donneurs.

Robert Zeiner, Agence autrichienne de développement, a exposé les programmes bilatéraux de subventions menés par son pays en faveur des énergies renouvelables en Afrique, et a annoncé une seconde phase de soutien autrichien pour le CERECC. En plus, il a indiqué que l'Autriche est intéressée par les études de faisabilité financière d'une institution similaire au CERECC dans la CDA et l'EAC.

Marisa Olano, Institut espagnol pour la diversification et les économies d'énergie (IDAE), a exposé le développement du secteur de l'énergie renouvelable en Espagne, ses politiques d'efficacité énergétique et sa contribution à l'Initiative ministérielle pour l'énergie propre (CEM). Elle a fait remarquer que dans le cadre de la CEM, l'IDAE s'est engagé dans la création d'un atlas mondial des énergies solaire et éolienne; dans des activités de renforcement des capacités; et des études de la valeur économique du déploiement des énergies renouvelables.

Rana Ghoneim, ONUDI, a présenté les travaux de l'ONUDI en faveur du développement d'une politique industrielle de la CEDEAO pour l'efficacité énergétique et de l'utilisation par celle-ci de systèmes de gestion et d'optimisation afin d'intégrer l'efficacité énergétique dans la culture de travail du secteur industriel. Elle a présenté une étude de cas provenant du Burkina Faso dans laquelle l'ONUDI aide les brasseurs à

augmenter l'efficacité des fourneaux en utilisant de nouvelles technologies, des mécanismes de financement, et en stimulant la demande en fourneaux améliorés. Elle a indiqué que ce travail pourrait être élargi à tout le secteur de la transformation alimentaire dans la région de la CEDEAO.

Les participants ont ensuite discuté des technologies appropriées pour l'Afrique, des coûts de la technologie, et de l'expérience espagnole dans l'élaboration de politiques de génération d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique.

SESSION 7: DE LA POLITIQUE À L'ACTION: LES INITIATIVES DE LA CEDEAO POUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le Président Abeeku Brew-Hammond, Directeur du Centre pour l'énergie, Université de science et technologie de Kwame Nkrumah (KNUST) a inauguré la session qui s'est déroulée mardi et qui a vu le lancement de cinq initiatives de la CEDEAO sur l'efficacité énergétique.

Imamudeen Talba, Conseiller spécial du Ministre de l'énergie, Nigéria, a indiqué que l'Initiative de la CEDEAO pour les standards d'efficacité énergétique et l'étiquetage vise à doubler l'efficacité énergétique en Afrique de l'Ouest afin d'atteindre des niveaux comparables à ceux des pays développés et demandera aux pays de la CEDEAO de réaliser 4 % d'économies d'énergie par an d'ici 2020. Concernant l'étiquetage de l'efficacité énergétique, Talba a déclaré que de telles étiquettes constituent un puissant outil pour la transformation des marchés, car elles permettent aux consommateurs de faire des choix plus sûrs. Il a souligné les réussites du Nigéria en termes de politique d'efficacité énergétique et a officiellement lancé l'Initiative.

Omar Diagne, Ambassadeur du Sénégal au Ghana, a lancé l'Initiative de la CEDEAO sur l'efficacité énergétique de l'éclairage, en soulignant les économies d'énergie qui peuvent être faites en utilisant des ampoules efficaces. En signalant les initiatives politiques prises au Sénégal pour éliminer progressivement l'utilisation d'ampoules à incandescence, il a souligné le potentiel de création d'emploi, et les avantages économiques et environnementaux que présente la mise en œuvre de cette Initiative de la CEDEAO.

Ibrahim Sani, Directeur général à l'Énergie, Niger, a parlé des défis que représentent pour l'Afrique de l'Ouest le maintien et l'élargissement des approvisionnements fiables en énergie, et les pertes économiques issues d'une distribution inefficace. Signalant qu'il est possible de réduire les pertes dans la distribution de l'électricité à moins de 10 %, Sani a



Oluniyi Robbin Coker, Ministre de l'énergie et de l'eau, Sierra Leone, Victor James Gbeho, Conseiller en relations internationales pour le gouvernement du Ghana, Irene Giner-Reichl, Présidente du GFSE; Kadré Désiré Ouedraogo, Président de la CEDEAO; Kandeh Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, Claude Maerten, Ambassadeur de l'UE au Ghana

affirmé qu'une distribution hautement performante de l'énergie est possible à atteindre et a lancé l'Initiative CEDEAO pour une distribution hautement performante de l'électricité.

Fatou Ndeye Gaye, Ministre des forêts et de l'environnement, Gambie, a réitéré les dangers sanitaires, sécuritaires et environnementaux que présentent les méthodes traditionnelles de cuisson. Elle a indiqué que pour atténuer ces dangers, l'Initiative de la CEDEAO sur la cuisson sûre, durable et à prix abordable vise à assurer que tous les citoyens de la région de la CEDEAO aient accès à des fourneaux propres et sûrs d'ici 2030. Elle a évoqué les partenaires présents et les méthodes employées pour aller de l'avant, et a conclu en lançant officiellement l'Initiative.

Oluniyi Robbin-Coker, Ministre de l'énergie et de l'eau, Sierra Leone, a signalé que la fourniture d'énergie est une entreprise coûteuse et que, par conséquent, l'Initiative de la CEDEAO sur le financement de l'énergie durable sera cruciale pour la réussite de toutes les initiatives lancées. Il a expliqué que l'Initiative établira des mécanismes financiers appropriés et stimulera les soutiens financiers de la part des États membres de la CEDEAO et de leurs partenaires, afin de créer des opportunités pour l'investissement dans toutes les étapes des projets. Il a poursuivi en ajoutant que l'Initiative établira des points focaux de financement dans chaque État membre, afin de construire des capacités nationales pour un vaste nombre de questions, notamment l'atténuation des risques, la formulation de contrats équitables, et la collecte de fonds. Il a conclu en lançant officiellement l'Initiative.

Le Président Brew-Hammond a conclu la session en réitérant que l'Afrique de l'Ouest est décidée à jouer un rôle central dans l'Initiative SE4ALL, afin de réussir une réelle transformation dans la vie des citoyens de tous les États membres de la CEDEAO.

ONZIÈME RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE DE LA CEDEAO, 31 OCTOBRE 2012

Mercredi 31 octobre, les participants se sont réunis lors d'une session ministérielle matinale, au cours de laquelle des politiques régionales ont été présentées et adoptées par les ministres, en complément aux Initiatives de la CEDEAO pour l'énergie présentées mardi.

Cette réunion était présidée par Oluniyi Robbin-Coker, Ministre de l'énergie et de l'eau, Sierra Leone. Le discours d'ouverture a été prononcé par M. Ebrima Njie, Commissaire de la CEDEAO aux infrastructures, qui a expliqué que la clé du succès du CEREEC et des politiques adoptées par la CEDEAO lors de la présente session sera la consolidation de la volonté politique pour leur mise en œuvre effective. Il a ensuite remercié le Programme de coopération Afrique-UE pour les énergies renouvelables, l'Autriche, l'Espagne, l'ONUDI, l'Agence américaine de coopération (USAID) et le GFSE pour leur soutien.

Emmanuel Armah Kofi Buah, Ministre adjoint à l'énergie, Ghana, a réitéré, au nom de Joe Oteng-Adjei, Ministre ghanéen de l'énergie, l'engagement du Ghana sur les objectifs de SE4ALL et a souhaité la bienvenue aux ministres.

Armand Dakehoun, Ministre de l'énergie, Bénin, a présenté la Résolution 1 relative à la Politique de la CEDEAO sur les énergies renouvelables (EREP) et la Résolution 2 relative à la Politique de la CEDEAO sur l'efficacité énergétique (EEEP). Il a expliqué que la EREP vise à améliorer la sécurité et la durabilité de l'approvisionnement en énergie dans la région de la CEDEAO, à soutenir le développement socio-économique et à vaincre la pauvreté énergétique rurale. Il a présenté trois groupes d'objectifs présents dans la politique: des énergies

renouvelables connectées aux réseaux; des applications hors réseaux et individuelles; et des applications domestiques des énergies renouvelables. Dakehoun a expliqué que la EEEP vise à doubler le taux annuel d'amélioration de l'efficacité énergétique en Afrique de l'Ouest pour atteindre un taux d'environ 4 % grâce à des actions comme: l'élimination progressive des ampoules à incandescence et la réduction des pertes dans la distribution à moins de 10 % d'ici 2020; parvenir à un accès universel à des solutions de cuisson propre d'ici 2030; et établir un Comité technique de la CEDEAO sur les standards d'efficacité énergétique et l'étiquetage et adopter les standards et étiquettes correspondants d'ici la fin 2014.

Dans les discussions qui ont suivi, Mahama Kappiah, CEREEC, a expliqué que les politiques se fondent sur une étude régionale réalisée sur une année et sur des consultations de haut niveau, et a déclaré que, même si les revenus des gouvernements étaient affectés par la réduction des impôts et tarifs pesant sur les équipements d'énergies renouvelables, les politiques proposées disposent d'un soutien de haut niveau. Le Président Coker a ajouté que, bien qu'au départ les droits de douane pouvaient être réduits sur les produits finaux, cet avantage devrait être déplacé vers les composants, de façon à ce que ceux-ci soient assemblés en Afrique de l'Ouest, ce qui créerait des emplois. Les participants ont suggéré des amendements visant à inclure dans la politique sur les énergies renouvelables l'objectif de réduction de l'utilisation du bois comme combustible, à intégrer dans la Résolution les objectifs concernant les énergies thermique et solaire prévus par la politique, et à créer un Fonds de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Un autre participant a suggéré un amendement à la politique sur l'efficacité énergétique pour y inclure spécifiquement l'efficacité énergétique des bâtiments. Les Ministres ont ensuite adopté les résolutions avec les amendements proposés.

Résolution finale relative à la Politique de la CEDEAO sur l'efficacité énergétique: La Résolution vise à accroître l'efficacité énergétique dans la région de la CEDEAO pour atteindre les niveaux internationaux et, en conséquence, libérer 2 000 mégawatts de capacité à générer de l'électricité d'ici 2020. Elle vise, entre autres, à: éliminer progressivement les ampoules à incandescence inefficaces d'ici 2020; réduire les pertes moyennes dans la distribution de l'énergie des niveaux actuels, à savoir 15-40 %, à moins de 10 % d'ici 2020; parvenir à un accès universel à des fourneaux sûrs, propres, abordables, efficaces et durables pour la totalité de la population de la CEDEAO d'ici 2030; adopter des standards et étiquettes valables pour toute la région concernant les équipements énergétiques majeurs d'ici la fin 2014; et créer des instruments pour le financement des énergies durables, y compris les financements carbone d'ici la fin 2013. Pour atteindre ces objectifs, la Résolution dépend de la mise en œuvre des cinq initiatives de la CEDEAO lancées au cours de ce Forum sur: l'éclairage efficace; la distribution de l'électricité; les fourneaux sûrs, durables et abordables; les standards et étiquettes; et le financement de l'énergie durable.

Résolution finale relative à la Politique de la CEDEAO sur les énergies renouvelables: La Résolution vise à contribuer à la réussite d'un accès universel à des services d'énergie durable dans la région de la CEDEAO d'ici 2030, avec des objectifs spécifiques concernant: les énergies renouvelables connectées aux réseaux; les solutions décentralisées d'énergie renouvelable; les applications domestiques; et la fabrication régionale d'équipements d'énergie renouvelable. Pour atteindre ces objectifs, la

Résolution indique la réalisation de: cadres de travail pour développer la cohérence entre les politiques régionales et nationales sur les énergies renouvelables; politiques nationales sur les énergies renouvelables, stratégies de mise en œuvre, plans d'action et rubriques budgétaires; mesures pour attirer des investisseurs et des promoteurs pour la production d'électricité issue de sources renouvelables et d'équipements; formations des agents et techniciens nationaux à la conception, la mise en œuvre et la manipulation d'applications d'énergies renouvelables; promotion du conseil, de la sensibilisation et de la gestion des connaissances à travers l'Observatoire du CERECC; et plan d'action de la CEDEAO relatif à la politique sur les énergies renouvelables.

Henry Kimber, Conseiller du Ministre de l'énergie, Libéria, a exposé les détails de la Résolution 3 de la CEDEAO relative au Programme de la CEDEAO pour la petite hydroélectricité. Il a expliqué que la Résolution invite à l'élaboration et à l'adoption de politiques et de cadres réglementaires au niveau national, au renforcement des capacités pour améliorer le savoir-faire, la gestion des connaissances et la sensibilisation en matière de petite hydroélectricité, dans le but d'améliorer l'accès à l'information, et une plus large promotion de l'investissement et des entreprises dans ce domaine.

Au cours de la discussion qui a suivi concernant la petite hydroélectricité, les participants ont suggéré que les questions liées à la gestion de la ressource en eau soient intégrées, et que le libellé conditionnant la prise d'engagements à l'obtention de financement soit supprimé. D'autres ont suggéré qu'il faut tenir compte d'une protection appropriée de la biodiversité dans les sites accueillant la petite hydroélectricité, et inclure un libellé prévoyant un cadre susceptible de promouvoir le développement transfrontière de l'hydroélectricité. Les ministres ont ensuite adopté la résolution telle qu'amendée durant les discussions.

Résolution finale relative au Programme de la CEDEAO pour la petite hydroélectricité (PHE): La Résolution vise à atteindre les objectifs suivant d'ici 2018: des cadres juridiques améliorés dans au moins six pays de la CEDEAO; l'intégration de la PHE dans les scénarios des pays, dans les documents de planification et dans les rubriques budgétaires; des initiatives et projets nationaux reposant sur l'expertise locale; l'amélioration de la qualité des propositions et les études de faisabilité des projets PHE; la mise à disposition sur le site du CERECC de publications relatives à la petite hydroélectricité; un minimum de 36 projets PHE supplémentaires élaborés chaque année; et un minimum de 10 compagnies établies pour fournir des services relatifs à la PHE.

Pour atteindre ces objectifs, les activités suivantes seront menées à bien: l'élaboration et l'adoption nationale de politiques et de cadres juridiques; la création de directives qualitatives et de renforcement des capacités destinées à améliorer le savoir-faire lié à la PHE; la gestion des connaissances et la sensibilisation pour améliorer l'accès à l'information utile au développement de la PHE; et une meilleure promotion des investissements et des entreprises destinés à la planification, la mise en œuvre et la manipulation durable des projets PHE, ainsi que le développement de l'industrie locale.

Ahmed Sanogo, Directeur adjoint à l'énergie, Ministère de l'énergie, Mali, a présenté la Résolution 4 de la CEDEAO relative au Cadre stratégique de la CEDEAO pour la bioénergie. Il a indiqué que le Cadre vise à renforcer la production de bioénergie durable et son utilisation en Afrique de l'Ouest, pour aider à combattre la pauvreté énergétique,



Ahmed Sanogo, Ministère de l'énergie, Mali

à promouvoir la sécurité alimentaire, à préserver l'environnement, et à rendre possible l'investissement. Il a signalé que la mise en œuvre du Cadre présiderait à l'évaluation des ressources et à la planification, à l'élaboration de politiques et de stratégies, au partage des connaissances, au renforcement des capacités, et au développement de mécanismes de financement et d'outils de mobilisation des ressources.

Concernant la bioénergie, les participants ont signalé plusieurs questions qui devraient être soulignées dans la Résolution. Celles-ci portaient sur: le développement des connaissances locales; le besoin de développer des synergies entre les différentes sources d'électricité; l'utilisation des déchets agricoles; le besoin de cartographier les ressources en énergie; l'utilisation d'une approche facilitatrice multiple; la participation des ONG; l'utilisation de cadres régionaux; et le développement d'orientations pour la bioénergie. Les Ministres ont ensuite adopté la résolution telle qu'amendée durant les discussions.

Résolution finale relative au Cadre stratégique de la CEDEAO pour la bioénergie: La Résolution vise à renforcer la production et l'utilisation de bioénergie durable en Afrique de l'Ouest pour aider à combattre la pauvreté énergétique, promouvoir la sécurité alimentaire, préserver l'environnement et rendre possible l'investissement.

Pour atteindre ces objectifs, les activités suivantes seront menées à bien: évaluation des ressources, cartographie et référencement, et partage des expériences; développement de politiques et stratégies pour les produits et services bioénergétiques; diffusion des connaissances et sensibilisation; renforcement des capacités des institutions et agences publiques et privées pertinentes pour fournir les ressources humaines nécessaires au transfert de technologies et à la création d'emploi; et mécanismes de financement et mobilisation des ressources pour aider au déploiement des produits et services issus de la bioénergie durable.

ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS – DISCUSSION DU GROUPE DE HAUT NIVEAU – CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Cette session s'est déroulée mercredi et a été modérée par Irene Giner-Reichl, GFSE.

Kadré Désiré Ouedraogo, Président de la CEDEAO, a souligné la grande valeur de ce Forum en tant qu'opportunité pour se mettre d'accord sur un cadre d'action régional. Évoquant les immenses ressources en énergies renouvelables dans la région, il s'est dit inquiet du fait que moins de 30 % des Africains de l'Ouest ont accès à l'électricité et que la majorité de l'énergie de la région est issue de la biomasse et des énergies fossiles. Il a souligné l'importance des objectifs de SE4ALL, en déclarant qu'élargir l'utilisation d'énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique sont essentiels. Ouedraogo a salué les travaux du CERECC et l'adoption des résolutions de la CEDEAO relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique lors de ce Forum, en indiquant que le Forum constitue une nouvelle étape importante dans la volonté commune de parvenir à un avenir plus propre et plus durable pour les générations futures.



Venkata Ramana Putti, spécialiste principale en énergie, Département de l'énergie durable, Banque mondiale

Claude Maerten, Ambassadeur et chef de la délégation de l'UE au Ghana, a applaudi les pas de géants faits par la CEDEAO dans le but d'améliorer l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique, la croissance économique et la protection de l'environnement. Il a salué l'adoption des résolutions de la CEDEAO relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, a réaffirmé le soutien de l'UE et a présenté ses contributions financières. Il a souligné que le temps du dialogue est terminé et qu'il faut désormais s'occuper de transformer les mots en actions.

Kandeh Yumkella, Directeur général de l'ONUDI, a présenté un message du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon. Il a souligné le besoin de partenariats solides pour garantir la réussite des objectifs de SE4ALL. Mettant en exergue les succès remportés par la CEDEAO dans l'avancement de SE4ALL, il a indiqué que le chemin restant est encore long. En révisant les buts de SE4ALL, il a souligné le besoin de politiques fortes, de soutiens solides et de coopération. Il a signalé que le CEREEC est l'institution focale par excellence pour mettre en œuvre l'initiative SE4ALL en Afrique de l'Ouest, et a déclaré qu'en travaillant ensemble nous pouvons créer l'avenir que nous souhaitons et celui que nos enfants méritent.

Victor James Gbeho, Conseiller en relations internationales au gouvernement du Ghana, a présenté un message de Dramani Mahama, Président du Ghana. En soulignant l'importance des questions liées à l'énergie, il a estimé que les Africains de l'ouest doivent rompre avec les barrières énergétiques qui freinent la croissance économique dans la région. Il a souligné que, à mesure que le Ghana croît économiquement, la demande en énergie augmente et doit être satisfaite. Évoquant les objectifs du Ghana concernant l'augmentation de la production énergétique et l'accès universel d'ici 2016, il a souligné le besoin d'utiliser une vaste gamme de sources d'énergie afin d'atteindre ces objectifs et la nécessité pour les partenaires régionaux de travailler de concert.

Oluniyi Robbin-Coker, Ministre de l'énergie et de l'eau, Sierra Leone, a présenté le Communiqué final de la Onzième réunion des ministres de l'énergie de la CEDEAO. Dans le Communiqué, les Ministres expriment leur engagement pour améliorer la sécurité énergétique et augmenter l'accès à des services d'énergie modernes, à travers l'utilisation d'énergies renouvelables et de technologies d'efficacité énergétique. Il a déclaré que, dans le Communiqué, les ministres adoptent les résolutions de la CEDEAO sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique élaborées dans le Forum, et recommandent leur adoption par le Conseil des ministres de la CEDEAO et par l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO. Il a indiqué que le document prie également la Commission de la CEDEAO de mobiliser les

ressources nécessaires pour garantir que le CEREEC joue un rôle central dans la mise en œuvre de SE4ALL en Afrique de l'Ouest.

ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS – DISCUSSION DU GROUPE DE HAUT NIVEAU

Cette session s'est déroulée mercredi après-midi, modérée par Irene Giner-Reichl, GFSE, et présidée par Kandeh Yumkella, ONUDI.

Michael Linhart, Autriche, a expliqué l'intérêt de l'Autriche de soutenir le CEREEC provient des réussites de celui-ci concernant les énergies renouvelables, et a indiqué qu'il est temps de chercher des PPP et d'autres moyens pour apporter des financements à la région.

Olga Cabarga, Ambassadrice d'Espagne au Ghana, a indiqué que l'engagement de l'Espagne auprès du CEREEC répond au souhait de l'Espagne d'encourager le développement durable de la région, à sa conviction que ce développement doit venir des Africains eux-mêmes, et à sa détermination à voir les pays se développer de façon sobre en carbone, mais riche en biodiversité.

Frédéric Clavier, Ambassadeur de France au Ghana, a estimé que ce jour marque le début d'une nouvelle ère dans l'histoire du développement de l'Afrique de l'Ouest, en déclarant que la recherche d'un modèle de développement fondé sur les énergies vertes et l'éradication de la pauvreté est une contribution louable de l'Initiative SE4ALL. Il a souligné le besoin et la valeur d'accueillir des investissements privés supplémentaires dans les infrastructures énergétiques, mais a souligné que ceci ne portera pas ses fruits sans une volonté et une détermination politiques visibles et continues. Il a indiqué que si cela se produit, l'Afrique de l'Ouest deviendra un véritable modèle de réforme énergétique dans le monde entier.

Venkata Ramana Putti, Banque mondiale, a estimé que les deux mots-clés qui illustrent ce dont SE4ALL a besoin pour réussir sont « innovation » et « élargissement ». Il a expliqué que l'innovation ne doit pas être uniquement technologique, mais aussi financière et institutionnelle, avec un accent particulier sur les moyens de faciliter le transfert de technologies.

André Laperrière, Président directeur adjoint, FEM, a déclaré que le FEM s'intéresse à l'Afrique de l'Ouest du fait de la dépendance aux énergies non durables dont souffre actuellement la région, et de son potentiel de changement. Il a souligné que pour le FEM la formulation de projets devrait être le principal indicateur de réussite, mais que même les projets les mieux formulés dépendent de politiques aptes à



Amadou Zakou, BAD



Frank Wouters, Directeur général adjoint de l'IRENA

les accueillir. Il a fait remarquer que les tarifs élevés sur les produits d'énergie renouvelable sont un obstacle majeur pour des projets qui seraient une réussite autrement.

Amadou Zakou, Directeur, Secteur de l'énergie en Afrique centrale, de l'Ouest et du Nord, BAD, a déploré les difficultés que rencontre la BAD dans la recherche de partenaires appropriés pour des PPP visant à attirer des investissements et à garantir la durée des projets dans le temps. Il a ajouté que les partenaires institutionnels et réglementaires appropriés, démontrant une volonté de transformer progressivement l'infrastructure énergétique et l'approvisionnement en énergie, sont aussi historiquement absents.

Frank Wouters, Directeur général adjoint, IRENA, a souligné que les objectifs de SE4ALL sont atteignables pour la CEDEAO du fait de l'abondance de ressources renouvelables en Afrique de l'Ouest, et du fait de la réduction rapide des prix des énergies renouvelables, notamment des produits PV, dont les prix se sont effondrés de 60 % entre 2010 et 2011, puis encore de 50 % entre 2011 et 2012. Wouters a indiqué que l'Allemagne a installé suffisamment de panneaux PV sur les toits pour remplacer trois centrales électriques de grande taille, et a estimé que ceci prouve qu'une révolution énergétique décentralisée est possible en Afrique. Il a informé qu'au début de l'année prochaine, l'IRENA publiera une vaste étude sur tous les travaux réalisés en Afrique.

Maria Tekuelve, Chef de la coopération pour le développement, Ambassade d'Allemagne au Ghana, a annoncé que le gouvernement allemand soutiendra l'Initiative du CERECC pour une énergie de cuisson sûre, durable et abordable avec 100 000 euros destinés à la tenue de la réunion régionale des parties prenantes sur l'énergie de cuisson sûre, durable et abordable qui aura lieu en 2013.

Dans son discours de clôture, Kandeh Yumkella a repris quelques messages clés résultant de la réunion. Il a souligné que les pays africains doivent reproduire les réformes du secteur africain des télécommunications et élargir amplement la portée des services énergétiques. Il a déclaré que ceci nécessiterait une volonté politique, des réformes politiques, des partenariats et des prix pour permettre un accès généralisé à l'énergie. Il a souligné le besoin de: réformer et dégroupier les compagnies de services africaines pour faciliter l'investissement; se centrer sur la « transformation des engagements en kilowatts heure sur le terrain » à travers l'élargissement des projets; attirer des investissements; et

rendre locale la production d'énergies renouvelables et de produits d'efficacité énergétique. Yumkella a salué l'adoption des résolutions de la CEDEAO en ce sens qu'elles tracent une feuille de route pour la réussite et démontrent que les Africains de l'ouest « savent ce qu'ils veulent » et comment y parvenir. Yumkella a officiellement clos le Forum à 17h17.

RÉUNIONS À VENIR

Forum 2012 du partenariat des FIC: Le Forum du partenariat des Fonds d'investissement pour le climat (FIC) est une réunion annuelle de toutes les parties prenantes concernées par le développement des FIC, chargée de réviser les travaux effectués et de discuter de nouveaux domaines d'action. Cet événement sera accueilli conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. dates: 6-7 novembre 2012 lieu: Istanbul, Turquie contact: Fonds d'investissement pour le climat téléphone: +1 202 458 1801 e-mail: CIFAdminUnit@worldbank.org www: <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/content/cif-2012-partnership-forum-and-associated-events> Couverture IIDD/ENB: <http://www.iisd.ca/climate/cif/pf2012/>

Conférence 2012 sur les énergies renouvelables dans le monde et en Afrique: Cette conférence, qui se teindra en même temps que la Conférence Power-Gen Africa 2012, vise à faciliter l'échange de connaissance et la discussion sur les besoins en électricité, les ressources et les questions relatives à la génération d'électricité en Afrique subsaharienne tous secteurs confondus. dates: 6-8 novembre 2012 lieu: Johannesburg, Afrique du Sud contact: Amy Nash téléphone: +44 1992 656 621 fax: +44 1992 656 735 e-mail: amyn@pennwell.com www: <http://www.renewableenergyworldafrica.com/index.html>

Atelier sur les données en libre accès du REEEP/NREL: Cet atelier, co-organisé par le REEEP et le Laboratoire national des énergies renouvelables du Département américain de l'énergie, rassemblera des fournisseurs d'énergies propres, d'efficacité énergétique, et de données climatiques pour discuter des « données en libre accès » dans le domaine des énergies propres et de leur utilisation. date: 12 novembre 2012 lieu: Washington DC, États-Unis contact: Florian Bauer e-mail: florian.bauer@reeep.org www: http://en.openepi.org/wiki/Open_Data_Workshop_2012

Lancement de World Energy Outlook 2012: L'Agence internationale de l'énergie (IEA) lancera sa principale publication, le World Energy Outlook 2012 (WEO), le 12 novembre au siège de l'IEA à Paris, en France. Le WEO-2012 examinera les questions spécifiques aux stratégies énergétiques, y compris un examen approfondi des avantages de promouvoir l'efficacité énergétique; l'importance croissante des liens eau-énergie; l'incidence des tendances énergétiques sur le climat; et l'Année internationale de l'énergie durable pour tous. date: 12 novembre 2012 lieu: Paris, France contact: Paweł Olejarnik téléphone: +33 1 40 57 67 57 e-mail: pawel.olejarnik@iea.org www: <http://www.worldenergyoutlook.org>

Quatrième réunion du Conseil de l'IRENA: Le Conseil rassemblera les membres du Conseil et d'autres États membres de l'IRENA pour discuter des travaux du Conseil et son administration et son financement, et des Comités de programmation et de stratégies. dates: 12-13

novembre 2012 lieu: Abu Dhabi, Émirats arabes unis contact: Secrétariat de l'IRENA téléphone: +971 2 4179000 e-mail: sroesch@irena.org www: <http://www.irena.org/menu/index.aspx?mnu=cat&PriMenuID=44&CatID=62>

Conférence 2012 des Ministres africains de l'énergie (CEMA): Prévues pour se tenir conjointement avec la Deuxième semaine de l'Énergie pour toute l'Afrique, la CEMA 2012 se déroulera sous le thème « Énergies renouvelables pour le développement durable: du potentiel aux infrastructures et services ». dates: 12-16 novembre 2012 lieu: Addis Abeba, Éthiopie contact: Phillippe Niyongabo téléphone: +251 911 630 631 e-mail: niyongabop@africa-union.org www: <http://au.int/en/dp/ie/content/au-conference-energy-ministers-africa-cema-addis-ababa-ethiopia12-16-november-2012>

Deuxième semaine de l'Énergie pour toute l'Afrique (AAEW): Prévues pour se tenir conjointement avec la deuxième session normale de la Conférence de l'Union africaine des Ministres de l'énergie en Afrique et partageant le thème de celle-ci, l'AAEW se composera de sessions thématiques, notamment « Accélérer le développement de l'hydroélectricité pour l'intégration régionale », « viabilité de l'énergie solaire en Afrique », et « Mettre à profit le potentiel en termes d'énergie éolienne et géothermale ». L'AAEW accueillera un forum d'investisseurs et une exposition sur les technologies. dates: 12-16 novembre 2012 lieu: Addis Abeba, Éthiopie contact: Phillippe Niyongabo téléphone: +251 911 630 631 e-mail: niyongabop@africa-union.org www: <http://au.int/en/dp/ie/content/au-conference-energy-ministers-africa-cema-addis-ababa-ethiopia12-16-november-2012>

Réunion du Conseil FEM: Le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) se réunit deux fois par an pour approuver de nouveaux projets ayant des avantages environnementaux au niveau mondial dans les zones focales du FEM, et pour fournir des orientations au Secrétariat et aux Agences du FEM. dates: 12-16 novembre 2012 lieu: Siège de la Banque mondiale lieu: Washington D.C., États-Unis contact: Secrétariat du FEM téléphone: +1 202 473 0508 fax: +1 202 522 3240 e-mail: secretariat@thegef.org www: http://www.thegef.org/gef/council_meetings

3^{ème} Conférence internationale sur l'éclairage hors réseaux et le commerce équitable: Cet événement est organisé par Lighting Africa, en collaboration avec l'Agence sénégalaise pour l'électrification rurale. Il consistera en: des sessions d'échange des connaissances; une première exposition sur le commerce équitable de l'éclairage hors réseau; des opportunités de réseautage entre entreprises; une deuxième cérémonie de remise des Prix des produits remarquables de Lighting Africa; et des événements parallèles centrés sur des questions spécifiques. dates: 13-15 novembre 2012 lieu: Palace King Fahd lieu: Dakar, Sénégal contact: Judy Siegel téléphone: +1 703 464-0561 e-mail: judy@energyandsecurity.com www: <http://www.lightingafrica.org/2012conference/>

Septième Convention de l'Afrique australe sur l'efficacité énergétique (SAEEC): La SAEEC, organisée par l'Association de l'Afrique australe pour l'efficacité énergétique et soutenue par le REEEP, vise à rassembler les parties prenantes pour discuter des tendances économiques et de marché, des nouvelles technologies, et des développements réglementaires relatifs à l'efficacité énergétique. dates: 14-15 novembre 2012 lieu: Emperors Palace, Centre de conventions lieu: Gauteng, Afrique du Sud contact: Erika Kruger téléphone: +27 18 290 5130 e-mail: convention@saeec.org.za www: <http://www.saeec2012.org.za/default.aspx>

Expo 2012 sur le développement global Sud-Sud (GSSD): L'Expo GSSD est accueillie par l'ONUDI et co-organisée avec l'Unité spéciale pour la coopération Sud-Sud (SU-SSC), une entité du PNUD. Elle se centrera sur le thème « Énergie et changements climatiques: des partenariats inclusifs pour le développement durable ». dates: 19-23 novembre 2012 lieu: Vienne, Autriche contact: Unité spéciale pour la coopération Sud-Sud téléphone: +1 212 906 6944 fax: +1 212 906 6429 e-mail: gssdexpo.secretariat@undp.org www: http://www.unido.org/fileadmin/user_media/UNIDO_Worldwide/LDC_South_South_Cooperation/Events/EXPO/GSSD_brochure.pdf

CdP 18 de la CCNUCC: La 18^{ème} session de la Conférence des Parties (CdP 18) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la



Photo de groupe des participants au Forum de haut niveau sur l'énergie

huitième session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto, entre autres réunions connexes, aura lieu à Doha, au Qatar. dates: 26 novembre - 7 décembre 2012 lieu: Doha, Qatar contact: Secrétariat de la CCNUCC téléphone: +49 228 815 1000 fax: +49 228 815 1999 e-mail: secretariat@unfccc.int www: http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815.php

Cinquième Conférence internationale sur l'intégration des ressources renouvelables et réparties en énergie:

Cette conférence rassemblera plusieurs parties prenantes pour discuter des derniers aspects politiques, économiques et techniques relatifs à l'intégration des ressources renouvelables et réparties en énergie et les réseaux intelligents. Les présentations porteront sur: les politiques, programmes et projets mis en œuvre aux niveaux national et international; les technologies comme le PV et l'énergie éolienne; les systèmes de réseaux intelligents conçus pour les îles; et les interactions entre les opérateurs de systèmes, les services, les générateurs et les gouvernements. dates: 4-6 décembre 2012 lieu: Berlin, Allemagne contact: Britta Haseneder téléphone: +49 941 296 88 37 fax: +49 941 296 88 17 e-mail: britta.haseneder@otti.de www: <http://www.conference-on-integration-2012.com/>

Conférence internationale sur l'énergie et la durabilité urbaine:

Transformer les déchets solides municipaux en énergie: UN-HABITAT et la Municipalité de Téhéran, en collaboration avec l'Association internationale de recherche sur les Arts et l'Architecture, accueillent une Conférence internationale sur l'énergie urbaine durable pour offrir une plate-forme de discussion des innovations et des meilleures pratiques concernant l'énergie urbaine durable, avec un accent particulier sur la technologie du biogaz. dates: 12-13 décembre 2012 lieu: Téhéran, Iran contact: Fredrick Ochieng e-mail: Fredrick.Ochieng@unhabitat.org www: <http://www.unhabitat.org/content.asp?cid=11407&catid=26&typeid=11>

Troisième Assemblée de l'IRENA: La troisième session de l'Assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) conclura les questions d'élaboration institutionnelle, rapportera ses progrès aux États membres, et renouvellera son mandat d'encourager l'assimilation globale des énergies renouvelables. Cet événement fait partie de la Semaine de la durabilité d'Abu Dhabi (ADSW). dates: 13-14 janvier 2013 lieu: Abu Dhabi, Émirats arabes unis téléphone: +971 2 4179001 e-mail: secretariat@irena.org www: <http://www.abudhabisustainabilityweek.com/>

Conférence internationale d'Abu Dhabi sur les énergies renouvelables (ADIREC): L'ADIREC rassemblera des représentants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile pour discuter de l'état d'avancement des énergies renouvelables, et pour analyser et souligner les réussites de l'Initiative des Nations Unies Énergie renouvelable pour tous (SE4ALL). Cet événement fait partie de la Semaine de la durabilité d'Abu Dhabi (ADSW). dates: 15-17 janvier 2013 lieu: Abu Dhabi, Émirats arabes unis contact: Jonathan Skeen téléphone: +33 1 44 37 50 98 e-mail: jonathan.skeen@ren21.net www: <http://www.abudhabisustainabilityweek.com/>

Sommet mondial 2013 sur les énergies du futur (WFES): Le WFES 2013 vise à rassembler les décideurs mondiaux dans les domaines politique, technologique et entrepreneurial pour discuter de l'état des lieux en matière énergétique, développer de nouvelles façons de penser et de bâtir l'avenir des énergies renouvelables. Cet événement fait partie de la

Semaine de la durabilité d'Abu Dhabi (ADSW). dates: 15-17 janvier 2013 lieu: Centre national d'exposition d'Abu Dhabi (ADNEC) lieu: Abu Dhabi, Émirats arabes unis www: <http://www.abudhabisustainabilityweek.com/>

Stockage de l'eau et développement de l'hydroélectricité pour l'Afrique: Cette conférence abordera l'hydroélectricité en Afrique, et notamment: l'ingénierie civile; les équipements et l'ingénierie électromécanique; la gestion des ressources en eau; les aspects environnementaux et sociaux; et les aspects financiers et économiques. Parmi les institutions hôtes on trouve la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA). dates: 16-18 avril 2013 lieu: Siège de l'Union africaine lieu: Addis Abeba, Éthiopie contact: Margaret Bourke téléphone: +44 20 8773 7244 fax: +44 20 8773 7255 e-mail: africa2013@hydropower-dams.com www: http://www.hydropower-dams.com/africa-2013.php?c_id=89

Quatrième réunion ministérielle de l'énergie propre (CEM4): La CEM4 rassemblera des ministres de plus de 20 pays participants sur le thème « Les innovations technologiques et entrepreneuriales ». Les sujets à aborder comprennent: les progrès réalisés par les 13 initiatives d'énergie propre de la CEM; le renforcement de la coopération entre les gouvernements de la CEM; et la mise en place de partenariats public-privé pour soutenir le développement des énergies propres. dates: 17-18 avril 2013 lieu: New Delhi, Inde contact: Secrétariat de la CEM www: <http://www.cleanenergyministerial.org/events/cem4/index.html>

GLOSSAIRE

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BAD	Banque africaine de développement
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEREEC	Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
EAC	Communauté d'Afrique de l'Est
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
SPWA	Programme stratégique du FEM pour l'Afrique de l'Ouest
GFSE	Forum global pour les énergies renouvelables
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé
REEEP	Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique